



SPIP Calvados

Sortants de prison : Le 115 ne répond plus !

A l'appel des syndicats Sud et CGT , les personnels du 115 de l'AAJB font grève aujourd'hui pour dénoncer les nouvelles contraintes imposées par la DDCS.

Concrètement, depuis plusieurs mois, les restrictions pour l'attribution de nuitées d'hôtel aux personnes sans enfants se sont multipliées. Les personnels du SPIP ont ainsi de plus en plus de mal à trouver de solutions de mise à l'abri pour les sortants de prison qui n'ont pas de solution d'hébergement, ce malgré les directives nationales à ce sujet.

Dernièrement, **la DDCS, donc la Préfecture, a mis fin brutalement à toute prise en charge en hôtel des personnes sans enfant** (hormis celles justifiant d'une situation médicale extrêmement grave). Les personnels du 115 ont **huit jours** pour faire savoir aux personnes mises à l'abri à l'hôtel qu'elles doivent quitter les lieux.

Rappelons que les mises à l'abri à l'hôtel ne satisfont personne et ne sont qu'une manière de répondre aux longues listes d'attente des autres dispositifs d'hébergement d'urgence. Et de ce côté là, rien n'a changé. Les dispositifs sont saturés. Pas de nuitée d'hôtel, ça veut dire la rue.

La Préfecture a beau jeu dans la presse de prétendre que ce sont des « **rumeurs** » pour confirmer dans le même texte que c'est bien là leur décision. Elle a beau jeu de parler d'une prétendue ouverture de 691 places d'urgence dans le département en additionnant des dispositifs qui n'ont rien à voir pour sortir un chiffre qui n'a aucun sens. La réalité est qu'à ce jour **un des deux seuls foyers de mise à l'abri de Caen est toujours menacé de disparition** pure et simple, La Charité.

La Préfecture applique sans vergogne les coupes budgétaires décidées par un gouvernement qui se moque du sort des personnes à la rue. Les premiers de cordée se désintéressent de ce qui se passe au fond du ravin ! Les publics les plus vulnérables en font les frais et les personnels de terrain se retrouvent en première ligne.

Rappelons enfin que les **circulaires interministérielles** '*relative à la prévention de l'errance à la sortie des établissements pénitentiaires dans le cadre de la stratégie nationale de prise en charge des personnes sans-abri ou mal logées*' et '*relative à la coordination entre les services intégrés d'accueil et d'orientation (SIAO) et les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sortant de détention ou faisant l'objet d'un placement à l'extérieur*' sont toujours en vigueur et ne permettent pas à la Préfecture de

négliger ainsi les publics sous main de Justice.

La situation du logement, de l'hébergement et de la mise à l'abri n'a jamais été bonne dans ce département concernant les publics sous main de Justice. La Préfecture est en train de réaliser l'exploit d'empirer les choses pour des raisons budgétaires à courte vue. Il faut une vision politique ambitieuse à la question de l'hébergement des personnes à la rue dans ce département.

Nous apportons tout notre soutien aux personnels en grève du 115-AAJB et de la Charité-Trait d'Union.

Nous appelons notre Direction à reprendre au plus vite les discussions avec la DDCS et le SIAO afin que nos publics soient pris en compte.

La CGT Insertion et Probation rappellera toujours que sans possibilités de se réinsérer, il n'y a pas de prévention de la récidive possible.

Caen le 2 août 2018